

Conseil d'Administration INRAE
du 14 décembre 2023
Déclaration liminaire SUD Recherche

« C'est fou. Et c'est quand même fou que collectivement, avec autant d'intelligence embarquée, on arrive à générer ça. Je le dis pour nous tous, donc on devrait là faire un hackathon comme on dit maintenant, et se dire autour de la table, avec l'intelligence artificielle et beaucoup de choses, on devrait pouvoir cracker ce truc. C'est fou ! »¹ C'est en ces termes que s'exprimait le président Macron jeudi dernier à la réception pour l'avenir de la recherche française, devant une assemblée de 300 personnes, en majorité membres de l'ESR (dont sans doute une partie d'entre vous, monsieur le président ? chers collègues administratrices et administrateurs ?).

Comme souvent avec ce type de discours, c'est un peu long, mais c'est toujours instructif : dans ce qui tient de l'annonce explicite, dans ce qui est volontariste mais n'est justement pas clair, dans ce qui n'est pas dit, dans ce qui ressort des moments hors script. Dans notre cas, il y avait un sujet : la complexité de la gestion des UMR... Mais l'extrait permet de cocher plusieurs cases du bingo présidentiel : le recours au bon sens, l'imaginaire *startup nation*, le solutionnisme techno, en l'occurrence numérique. Il y a bien sûr une vision plus générale qui est ressortie de cette prise de parole, celle d'une recherche marchant au pas de l'industrie, engagée dans une souveraineté économique qui n'est rien d'autre qu'un nationalisme sous de nouveaux atours. Dans un tel tableau, les acteurs économiques restent des guides prééminents que la création du conseil présidentiel de la science remet à peine en cause, Jupiter faisant ses arbitrages et se donnant pour devoir de peser en main agissante sur les institutions.

Le discours a déjà été abondamment repris et commenté par une large gamme d'acteurs : par *Nature*, par *Le Monde*, avec à la clef une interview de Patrick Lemaire², par les camarades d'autres centrales syndicales INRAE ou MESRI que nous rejoignons sur une bonne partie des analyses et des inquiétudes³. Ce que nous souhaitons partager avec vous ce matin, ce sont des points de commentaires en rapport avec la situation de l'Inrae dans ce paysage. Cette situation, comme pour la LPR, pourrait nous donner l'impression que l'établissement sortirait gagnant des réformes. Or c'est à la fois inacceptable sur le principe et sans doute faux sur le fond.

Revenons d'abord sur le hors script : il y a d'abord eu un étrange passage sur les statuts, consistant à feindre ne pas en parler pour justement insister lourdement sur leur anachronisme et leurs contraintes. Pour bon nombre des travailleurs et travailleuses de la recherche, cette tirade en a rappelé une autre, lorsque le Sarkozy de 2007 préfigurait avec ses blagues sur le chauffage ce qu'allaient être les attaques de la LRU. Nous verrons prochainement, au gré des rétropédalages ministériels, si ces propos ont des conséquences, avec à la clef la mobilisation de nos collectifs. Ce qui ressort immédiatement de la séquence, c'est à quelle point la question de la modulation de service semble être LA variable d'ajustement pour nombre de gestionnaires de l'ESR et de présidents d'université. Avec un sous-texte évident : l'enseignement est l'affaire des mauvais, ou des « pas excellents ». Dans tous les cas c'est un signal parfaitement dramatique qui est envoyé à la communauté des enseignants-chercheurs, et dont nous, agents EPST qui les considérons comme *nos* collègues, ne pouvons nous satisfaire.

Les autres annonces du discours s'inscrivaient dans une continuité forte avec la LPR et les suites du rapport Gillet. Il s'agit ainsi de l'Objectif 3 « Simplifier pour donner plus de temps et de sens pour la recherche ». Soit l'Acte II de l'autonomie des universités. Il y a sur ce plan un acteur qui s'est distingué jeudi par un *satisfecit* sans réserve, c'est l'UDICE⁴, association créée en 2020 qui regroupe nos dix universités [je cite] les plus « intensives en recherche ». Sylvie Retailleau a pu déclarer que le MESRI travaillait « depuis plusieurs mois avec France Universités, Udice et les organismes pour lancer une action commando de la simplification. »⁵

¹ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2023/12/07/reception-pour-lavenir-de-la-recherche-francaise>

² https://www.lemonde.fr/sciences/article/2023/12/08/patrick-lemaire-biologiste-une-revolution-de-la-recherche-en-dix-huit-mois-est-irrealiste_6204588_1650684.html

³ Voir également les billets de Rogue ESR : <https://roqueesr.fr/20231210-2/> et J. Gossa : <https://blog.educpros.fr/julien-gossa/2023/12/12/reception-pour-lavenir-de-la-recherche-francaise/>

⁴ <https://www.udice.org/2023/12/08/acte-2-de-lautonomie-les-universites-membres-dudice-pretes-a-relever-le-defi/>

⁵ <https://aefinfo.fr/depeche/704088>

17 universités-pilotes, dont beaucoup partagent des cotutelles sur des UMR avec l'Inrae, vont donc se lancer dès 2024 sur ce dossier.⁶

- Considérant l'expérience calamiteuse des expérimentations en cours (l'Université Gustave Eiffel par exemple) :
- Considérant la corrélation pas forcément évidente entre les ambitions des membres d'UDICE et leur capacité actuelle à assurer un accompagnement de qualité aux collectifs de recherche (en terme de gestion et montage de projet) ;
- Considérant les fiascos récents de la mise en œuvre de nouveaux outils et workflow (au CNRS notamment, mais comme justement les outils sont communs vous voyez l'idée) ,

ce volontarisme nous inspire la plus grande des craintes. En 2024, sur les sites Inrae qui seront dans la double peine de ces actions commandos et de la refonte de notre gestion financière. En 2025, pour tout le monde. Simplification oui, mais entre les personnels d'appui Inrae et les dirigeants de l'UDICE, nous ne sommes certainement pas dans le même bateau.

Un autre élément repris du rapport Gillet est l'objectif 2 : « Positionner les organismes nationaux de recherche et les universités dans la conduite de la recherche et de l'innovation ». Les agences de programmes, donc. À l'heure actuelle, la nature exacte de ces agences n'est toujours pas bien claire, tant dans ce qu'elles apportent, et avec quels moyens, que dans ce qu'elles remplacent. On a eu un élément d'interprétation du côté d'Antoine Petit, qui s'est empressé d'écrire à l'ensemble du personnel CNRS qu'une agence « Climat, biodiversité et sociétés durables » allait être créée tout en jurant mordicus que « cette mission d'agence de programmes est bien complémentaire de celle d'opérateur de recherche qui n'est nullement remise en cause ». Nous n'en croyons rien : il n'a échappé à personne que l'objectif à terme sera d'éviter les recouvrements. Lesquels ? Pour l'instant il n'y a que de la création nette. Et d'autre part oui, bien sûr il y a déjà des logiques centrifuges pour les EPST, comme on l'a vu dans le fait que les PEPR ne s'articulent automatiquement ni avec les décisions délibératives issues des réflexions scientifiques, ni avec la vision systémique nécessaire pour répondre aux catastrophes actuelles.

L'INRAE, positionné sauf erreur sur une agence « agriculture, alimentation durable, forêts et ressources naturelles associées », pourrait se sentir a priori conforté dans son cœur de métier. Et quand bien même on y croirait, avec quels moyens et quelles assurances ? Dans la semaine même où se faisaient ces annonces, les collègues INRAE impliqués dans des PEPR en cours de finalisation apprenaient « à la cavalcade » [pour reprendre le vocable présidentiel] qu'un coup de rabot de 20% leur était appliqué. La raison ? 1,3 Mds€ auraient été distribués de manière trop optimiste dans le cadre de France 2030... Les incohérences et inconstances des financeurs ne sont donc pas que des risques théoriques, c'est en ce moment que ça se passe.

J'en finis avec ce qui n'était *pas* présent dans le discours présidentiel : la seule façon de garder une indépendance des savoirs, biens communs eux aussi, c'est de donner des moyens publics de travailler à la recherche publique pour offrir des pistes de réflexion et d'action à l'ensemble de la société et pas seulement au CAC40. La politique du mépris pratiquée depuis des années par le pouvoir macronien prépare le lit de l'extrême droite par dévitalisation du corps social. Là encore on n'est pas dans le théorique. Dans l'ESR même, les RP sont épuisés de batailler alors que leurs pouvoirs se réduisent sans arrêt. Ce constat n'est pas déconnecté, c'est la traduction de ce même mépris pour la population, les corps intermédiaires et les institutions collectives. Nous appelons à un sursaut démocratique et à une prise de conscience collective. Il n'est pas trop tard !

⁶ <https://www.aefinfo.fr/depeche/698443>